



CHAPITRE 83

CHAPTER 83

Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme An Act to amend the charter of the town of St. Jérôme

[Sanctionnée le 13 mai 1942]

[Assented to, the 13th of May, 1942]

Préambu-
le.

ATTENDU que la ville de Saint-Jérôme a, par sa pétition, représenté:

Que par un règlement municipal portant le numéro 323 nouvelle série, elle a décrété la construction d'un entrepôt municipal pour répondre à ses besoins et pour emprunter une somme de vingt mille dollars pour un terme de vingt ans, avec intérêt;

Que ce règlement a dûment été approuvé par les électeurs propriétaires fonciers de la ville de Saint-Jérôme les 6 et 7 novembre 1939;

Que la ville de Saint-Jérôme a construit cet entrepôt mais n'a pas effectué l'emprunt de vingt mille dollars vu que ce règlement n'a pas reçu l'approbation nécessaire à cette fin;

Que la ville de Saint-Jérôme n'ayant plus besoin de cet entrepôt municipal, l'a vendu à *Laurentian Textile Company Limited*, par contrat passé le 13 novembre 1941, par devant M^{re} Gustave Léonard, notaire public à Saint-Jérôme, sous le numéro 9551 de ses minutes;

Que cette vente n'aura cependant effet et ne sera valable que sujet à l'adoption d'une loi par la Législature provinciale ratifiant ladite vente de même que chacune de ses clauses;

Que la ville de Saint-Jérôme désire être autorisée à emprunter une somme de dix-sept mille huit cent vingt et un dollars et cinquante-neuf cents sur règlement ne requérant pas d'autre approbation que celle du ministre des affaires municipales de

WHEREAS the town of St. Jérôme has, by its petition, represented:

That by a municipal by-law bearing the number 323, new series, it ordered the construction of a municipal warehouse, to meet its needs, and the borrowing of the sum of twenty thousand dollars for a period of twenty years, with interest;

That such by-law was duly approved by the electors who are real estate owners of the town of St. Jérôme, on the 6th and 7th of November, 1939;

That the town of St. Jérôme has constructed such warehouse but did not effect the loan of twenty thousand dollars as the by-law had not received the necessary approval for that purpose;

That the town of St. Jérôme, no longer requiring such municipal warehouse, sold it to *Laurentian Textile Company Limited*, by deed passed on the 13th of November, 1941, before Gustave Léonard, notary public, at St. Jérôme, under the number 9551 of his minutes;

That such sale will, however, only have effect and be valid subject to the passing of an act by the Provincial Legislature ratifying the said sale and each of its clauses;

That the town of St. Jérôme wishes to be authorized to borrow the sum of seventeen thousand eight hundred and twenty-one dollars and fifty-nine cents by a by-law requiring no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs,

Preamble.

l'industrie et du commerce, ce montant devant servir à payer le solde du coût de la construction dudit entrepôt;

Que la ville de Saint-Jérôme a également représenté par sa pétition qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 1 George V, (1910), chapitre 58, modifiée par les lois 3 George V, chapitre 66; 10 George V, chapitre 95; 12 George V, chapitre 110; 18 George V, chapitre 101, et 24 George V, chapitre 98 et que la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941 chapitre 233) applicable à la ville de Saint-Jérôme, soient modifiées; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Vente
à Laurentian
Textile Co.,
ratifiée.

1. La vente de l'entrepôt municipal par la ville de Saint-Jérôme à *Laurentian Textile Company Limited*, par acte passé par-devant M^{re} Gustave Léonard, notaire public, résidant et pratiquant en la ville de Saint-Jérôme, le 13 novembre 1941, sous le numéro 9551 de ses minutes est ratifiée de même que chacune des clauses dudit acte.

Emprunt
autorisé.

2. Le conseil de la ville de Saint-Jérôme est autorisé à emprunter une somme de dix-sept mille huit cent vingt et un dollars et cinquante-neuf cents pour payer le solde du coût de la construction de l'entrepôt municipal, sur règlement ne requérant pas d'autre approbation que celle du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.

1934, c.
98, a. 13,
remp.
S.R. c.
233, a. 427,
mod. pour
la ville.

3. L'article 13 de la loi 24 George V, chapitre 98 est remplacé par le suivant:

"13. L'article 427 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233) est modifié pour la ville, en y ajoutant après le paragraphe 23°, le suivant:

Égouts.

"23°a. Sujet aux dispositions de la Loi d'hygiène publique de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 183) pour décréter la municipalisation des égouts actuellement construits ou qui seront construits

Trade and Commerce, such amount to be used to pay the balance of the cost of construction of the said warehouse;

That the town of St. Jérôme has also represented by its petition that it is necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George V (1910), chapter 58, as amended by the acts 3 George V, chapter 66; 10 George V, chapter 95; 12 George V, chapter 110; 18 George V, chapter 101, and 24 George V chapter 98, and the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 223), as applicable to the town of St. Jérôme, be amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The sale of the municipal warehouse by the town of St. Jérôme to *Laurentian Textile Company Limited*, by deed passed before Gustave Léonard, notary public, residing and practising in the town of St. Jérôme, on the 13th of November, 1941, under the number 9551 of his minutes, is ratified, as well as each clause of the said deed.

Sale to
Laurentian
Textile Co.,
ratified.

2. The council of the town of St. Jérôme is authorized to borrow the sum of seventeen thousand eight hundred and twenty-one dollars and fifty-nine cents, to pay the balance of the cost of construction of the municipal warehouse, by a by-law not requiring any other approval than that of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Loan
author-
ized.

3. Section 13 of the act 24 George V, chapter 98, is replaced by the following:

"13. Section 427 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233) is amended, for the town, by adding thereto, after paragraph 23 thereof, the following paragraph:

1934, c.
98, s. 13,
replaced.
R.S. c.
233, a.
427, am.
for town.

"23a. Subject to the provisions of the Quebec Public Health Act (Revised Statutes, 1941, chapter 183), to enact the municipalization of the sewers now built or which will be built and afterwards to

Municipalization
of sewers,
etc.

et pour décider ensuite, par résolution, la construction d'égouts selon les besoins de la municipalité. Si ces travaux de construction d'égouts nécessitent un emprunt, il devra être contracté suivant les dispositions de la loi.

decide, by resolution, upon the construction of sewers according to the needs of the town. If the construction work for such sewers necessitates a loan, such loan shall be contracted according to law.

Rembour-
sement du
capital
cotisé.

Il peut être prévu dans le règlement de municipalisation des égouts, au remboursement du capital cotisé sur les immeubles des intéressés pour la construction d'égouts déjà construits en vertu des règlements de la ville, ainsi que le mode et la quotité de ce remboursement.

Provision may be made in the sewer municipalization by-law for the reimbursement of the capital assessed on the immovables of the persons interested for the construction of sewers already built under by-laws of the town, as well as the manner and the proportion of such reimbursent.

Repay-
ment of
assess-
ments.

Cotisa-
sation,
spéciale.

Pour rencontrer le coût de la municipalisation des égouts, y compris le remboursement du capital cotisé sur les immeubles des intéressés et des emprunts contractés pour ces fins, ou pour rencontrer le coût de la construction, de la reconstruction, de la réparation et de l'entretien des égouts après la municipalisation ou pour payer les emprunts contractés par la ville pour ces fins, le conseil est autorisé à prélever une cotisation spéciale annuelle, basée sur le rôle d'évaluation en vigueur sur tous les biens imposables de la municipalité, suivant les dispositions de la Loi des cités et villes."

In order to meet the cost of the municipalization of the sewers, including the reimbursement of the capital assessed on the immovables of the persons interested and of the loans contracted for such purposes, or to meet the cost of construction, reconstruction, repair and maintenance of the sewers after the municipalization or to pay the loans contracted by the town for such purposes, the council may levy a special yearly assessment, based on the valuation roll in force, upon all the taxable property of the municipality in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act."

Special
assessment.

1928, c.
101, a. 10,
remp.
Budget.

4. L'article 10 de la loi 18 George V, chapitre 101 est remplacé par le suivant:

"10. Le conseil de la ville doit, tous les ans, à une assemblée générale ou spéciale du mois de janvier mais pas plus tard que le 15 de ce mois, par résolution, accorder les crédits nécessaires pour faire face aux dépenses de l'année courante pourvoyant:

a. Au paiement de l'intérêt sur la dette due par la ville et aux sommes requises pendant l'année pour le fonds d'amortissement;

b. Aux dépenses générales et ordinaires de la ville;

c. Aux sommes nécessaires pour les améliorations projetées;

d. A un fonds de réserve de pas moins de cinq pour cent sur le revenu brut de l'année précédente, qui sera employé exclusivement à faire face aux dépenses imprévues."

4. Section 10 of the act 18 George V, 1928, c. 101, is replaced by the following: 1928, c. 101, s. 10, replaced.

"10. The council of the town shall, at a special or general meeting in the month of January, but not later than the fifteenth of that month, every year, by resolution, vote the necessary credits to meet the expenses of the current year to provide:

a. For payment of the interest on the debt due by the town and for the sums required during the year for the sinking-fund;

b. For the general and ordinary expenses of the town;

c. For the amounts required for proposed improvements;

d. For a reserve fund of at least five per cent of the gross revenue of the previous year, to be employed exclusively to meet unforeseen expenses."

Credits to
be voted.

S.R. c.
233, a.
469, mod.
pour la
ville.

5. L'article 469 de ladite Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Saint-Jérôme, en ajoutant après le paragraphe 22°, le suivant:

Fermetu-
re à bonne
heure.

"22^a. Pour ordonner que, pendant toute ou partie de l'année, les magasins, les boutiques de barbiers, les salons de coiffure, les salles de pool, de billard, de quilles, de golf miniature et autres salles d'amusement, ainsi que les théâtres et les salles de danse et généralement tous endroits de commerce de quelque nature qu'ils soient, dans la municipalité, soient fermés et restent fermés chaque jour ou quelque jour que ce soit de la semaine après les temps et heures fixés et déterminés dans ce but par ledit règlement.

Variation
suivant
catégorie.

Le règlement pourra ordonner la fermeture de l'une, de plusieurs ou de toutes ces catégories et les heures de fermeture pourront être différentes suivant la catégorie. Les temps et heures ainsi fixés et déterminés par tel règlement, ne doivent pas être plus tôt que six heures du soir ni plus tard que sept heures du matin.

Réserve,

Cependant tel règlement ne devra pas affecter tous hôtels, tavernes ou endroits licenciés pour la vente de liqueurs alcooliques, ni venir en contravention avec la loi fédérale ou provinciale de l'observance du dimanche."

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. Section 469 of the said Cities and Towns Act is amended, for the town of St. Jérôme, by adding, after paragraph 22 thereof, the following paragraph:

R.S., c.
233, s.
469, am.
for town.

"22^a. To order that, during the whole or part of the year, stores, barber shops, hairdressing parlors, pool rooms, billiard rooms, bowling alleys, and miniature golf and other amusement rooms, as well as theatres and dance-halls and generally all places of business of any nature whatever, in the municipality, be and remain closed every day or any day of the week after the time and the hours fixed and determined for such purpose by the said by-law.

Early
closing.

The by-law may order the closing of any or of several or of all such categories and the closing-times may be different according to category. The times and hours so fixed and determined by such by-law shall not be earlier than six o'clock in the evening nor later than seven o'clock in the morning.

Different
closing-
times.

Such by-law, however, shall not affect any hotel, tavern or place licensed for the sale of alcoholic liquor, nor come into conflict with the Federal or Provincial law respecting Sunday observance."

Proviso.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.